

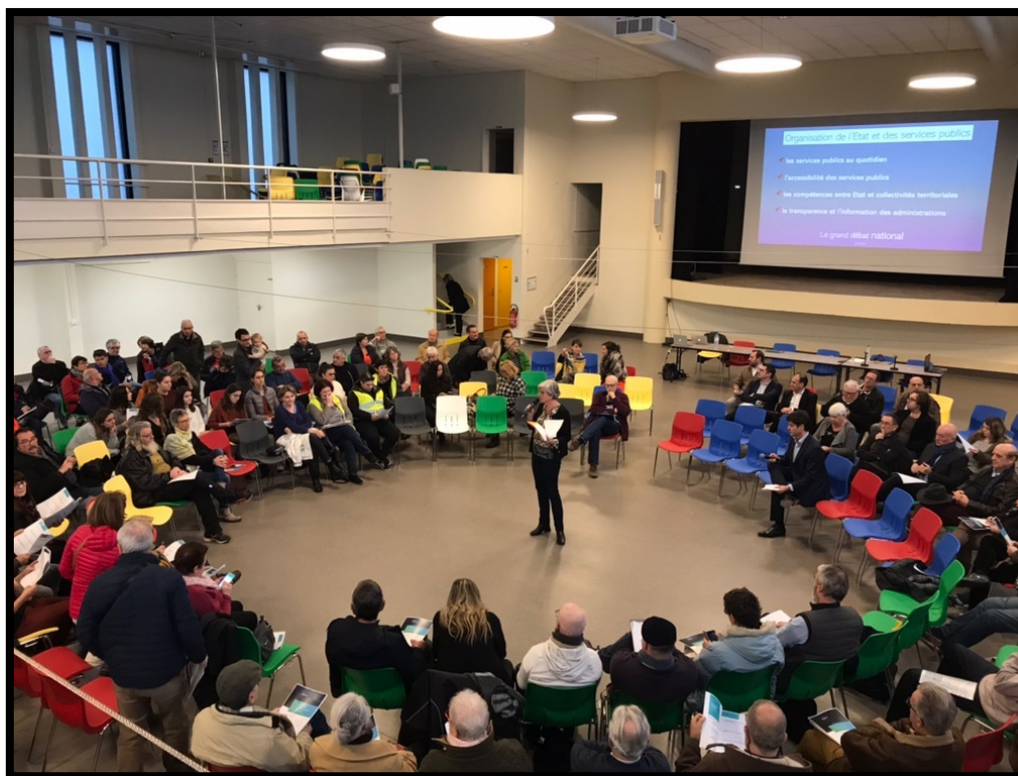
Grand débat national

AB-07/02/2019

CR

REUNION CITOYENNE | GRAND DEBAT NATIONAL

Biganos le 7 février 2019



A l'initiative de Sophie Panonacle, Députée de la 8^{ème} circonscription de la Gironde, une réunion citoyenne d'initiative locale a été organisée le jeudi 7 décembre à la Salle des Fêtes de Biganos, de 18h00 à 20h15. Cette rencontre avait fait l'objet d'une large communication en amont, à travers les réseaux sociaux, la presse et le site internet du granddebat.fr. La soirée a été modérée par un membre de l'Association nationale des médiateurs. Un grand témoin était présent pour éclairer le débat, apporter des éléments de compréhension factuels à la demande des participants ou encore pour préciser un point particulier. Un rapporteur, accompagné de deux citoyens volontaires présents dans la salle, a établi le compte-rendu ci-dessous. Ce document fera l'objet d'une mise en ligne sur le site internet www.sophie-panonacle.fr. Il sera également téléchargé sur la plateforme internet granddebat.fr, puis transmis à la Mission nationale, ainsi qu'au Gouvernement. Cette réunion citoyenne a rassemblé environ 200 personnes. Les prises de paroles sont retranscrites dans l'ordre chronologique.

A 18h00, Sophie Panonacle ouvre la réunion citoyenne. Elle explique que le principe de cette soirée est de donner la parole aux participants. Elle remercie de sa présence Matthias Poniowski, membre de l'Association nationale des médiateurs, qui aura la charge de modérer les débats de ce soir. Madame Panonacle remercie également de sa présence Catherine Vignerte, politologue et sociologue, qui a accepté d'endosser le rôle de « grand témoin » durant la soirée, afin d'apporter un éclairage et des éléments de compréhension au grand débat. Madame Panonacle rappelle que deux soirées sont organisées à son initiative dans le cadre du grand débat national. Chacune se concentrera sur deux des thèmes proposés par le Gouvernement. Elle précise que cette première réunion citoyenne traitera des thèmes de l'organisation de l'État et des services publics, ainsi que de la démocratie et citoyenneté. Madame Panonacle précise qu'un rapporteur prendra en note tout ce qui sera dit ce soir. Le compte-rendu, une fois établi, sera transmis à la Mission nationale et mis en ligne sur son site internet. Madame Panonacle souligne qu'il n'y a pas de tabous, de préjugés et que la parole est libre. Chacun est libre de s'exprimer, de faire des remarques, dans le respect des opinions de chacun.

Le médiateur, Matthias Poniowski, présente ensuite l'Association nationale des médiateurs. Il précise que cette structure est soumise à un code déontologie de respect, de neutralité et d'impartialité. Il précise que son rôle est celui de modérateur-facilitateur et non celui d'un animateur. L'idée est de faire d'un côté un diagnostic, puis de formuler une proposition. Il indique le timing de la soirée, à savoir une heure pour chaque thème et deux minutes par intervention. Il demande ensuite aux participants si deux volontaires sont disposés à accompagner le rapporteur. Une fois les deux volontaires désignés, il donne la parole à la salle.

COMPTE-RENDU DES DEBATS

1. Ma question concerne le rôle de Madame Panonacle, Madame la Députée, qui organise ce débat et qui sélectionne les questions. Si ce débat a lieu c'est parce que les citoyens n'étant pas représentés ou mal représentés doivent faire valoir leurs questions. Mais il est difficile pour moi de participer à ce débat. J'ai des propositions, mais je ne fais pas confiance aux positions que vous défendez Madame Panonacle. Je n'ai pas confiance en vous, en vos positions. Par conséquent, je ne participerai pas au débat et je quitte la salle.
2. Je partage les propos qui viennent d'être dits et je quitte également la salle.
3. Je regrette que ce débat soit scindé en deux soirées. En ce qui me concerne, je pense qu'il faut tout remettre à plat. Il est difficile de parler d'un thème si on n'a pas déjà abordé d'autres aspects. C'est comme si on mettait la charrue avant les bœufs.
4. Merci Madame la Députée d'organiser ce débat. En revanche, quand je lis les thèmes qui sont affichés sur l'écran, ils ne correspondent en rien à ce que j'attends. Aujourd'hui, rien n'est fait pour l'emploi. Si on veut sortir du marasme que nous connaissons, c'est par l'emploi. Ce n'est pas en augmentant les salaires... C'est le reste à vivre qui compte. Donnez-nous des solutions parce que nous nous en avons. Et nous voulons en discuter. Mais ça ne rentre en rien dans les thèmes que vous proposez.
5. Je veux remercier les gilets jaunes car nous sommes à l'origine de ce grand débat. Je suis désolée que Monsieur Macron et toute sa politique aient dû choisir des questions. Pour moi il ne s'agit pas d'un grand débat, mais d'une propagande voire d'une campagne électorale pour les européennes. J'ai vu ce qui s'est passé au niveau des maires. Un grand débat, c'est un sujet qu'on a choisi ensemble et qui est traité par les deux parties. Or, ce que je vois au grand débat des maires, ce sont des questions posées en 2 minutes, sur des sujets qui remontent à 40 ans... Je ne vois pas comment en 2 minutes les maires peuvent s'exprimer alors que le Président monopolise la parole. Je suis d'accord avec les deux personnes qui sont parties. Je trouve que c'est un enfumage total de la population.

6. J'aimerais parler du référendum d'initiative citoyenne. Est-ce que vous acceptez d'en parler. Accepteriez-vous Madame Panonacle de discuter du RIC, de nous donner votre position et de vous investir dans un groupe de travail pour le mettre en place d'ici un mois ? Nous souhaitons le proposer à l'Assemblée.
7. Pour tous les gilets jaunes et amis, il y a en ce moment une proposition de loi qui est faite autour du RIC, par la France Insoumise, qui se voit malmené en ce moment. C'est en route depuis déjà un moment. Vous pouvez aller sur la plateforme de la France Insoumise pour participer.
8. Madame Panonacle, votre politique est idéologique. Vous avez par exemple voté une loi il y a quelques jours qui a pour objectif de vendre un service public : la Française des Jeux. Or, celle-ci rapporte 8% à l'État. On va vendre ça.... et vous l'avez accepté. Sur un autre sujet, par rapport à mon salaire on réduit les charges patronales, on rend de l'argent aux patrons via des mécanismes comme le CICE... Moi je suis salarié, je gagne un peu plus que le SMIC, mais je suis gilet jaune. L'essence il faut bien que je la paye. Moi je veux bien participer, on veut tous participer, mais on ne veut pas participer à votre idéologie. Votre idéologie n'est pas bonne. Vous êtes entrain de nous la faire rentrer d'une manière ou d'une autre. On ne veut plus de vous, on ne veut plus de votre idéologie. Vous avez également voté une loi qui autorise les Préfets... Chacun d'entre nous respecte l'autorité quand elle est juste...
9. Je pense qu'il faudrait auditer et diminuer drastiquement les niches fiscales. Il y en a 468. Ça coute 100 milliards d'euros par an. Je pense qu'on peut faire des économies. Je pense aux retraités. Il faudrait réindexer les pensions de retraite en fonction de l'inflation pour les pensions inférieures à 2 000€. Les retraites augmentent très légèrement depuis un certain nombre d'années. Uniformiser les régimes de retraites sur le privé. Il faut que tout le monde fasse des efforts. Pôle emploi devrait externaliser la gestion des offres d'emploi car il ne gère que 30% des offres d'emploi. Je pense que Pôle Emploi devrait gérer les allocations, gérer les formations pour les demandeurs d'emploi, les aider à la recherche d'emploi et bien sûr les contrôler. Quoiqu'il en soit il faut développer l'apprentissage. Je pense que le Président Macron a commencé à le faire. Il faut continuer à le faire. Il faut aussi forcer les entreprises à recruter avec des tuteurs pour faciliter l'intégration des jeunes qui n'ont pas d'expérience et leur mettre ainsi un pied à l'étrier.
10. Nous concernant les jeunes, serait-il possible de rendre les transports gratuits ? Nous sommes dans une zone isolée. Par conséquent serait-il possible de développer des axes plus importants au sein du Bassin ?
11. Dans les services publics et notamment les transports, il faut savoir que le montant que vous payez ne représente que 17 à 20% du coût total d'un fonctionnement de transport. Des études ont été faites sur le secteur, seuls 1 à 4% de personnes utilisent les transports collectifs dans le nord Bassin (hors ramassage scolaire). J'ai soumis au Département l'idée de rendre le transport gratuit. Rendre gratuit, ça ne touchera qu'une fraction de la population, environ 10% de la population... pour un coût à la charge de l'État et des collectivités de seulement 17% à 20% supplémentaires. Bien entendu, un transport public n'a pas le maillage d'une voiture d'un particulier. Les transports publics ce n'est pas un service public dans le sens constitutionnel, au sens régalien. C'est quelque chose que l'on offre aux citoyens parce qu'il y a de l'argent dans les caisses. Mais je suis d'accord avec vous, si on peut éviter la voiture, c'est quand même nettement mieux. Oui, on peut les rendre gratuit, ça marche. Mais ça coûte très cher, pour une fraction de la population. Il faut l'intégrer dans le cadre des dépenses générales. C'est quand même très bien.
12. Si on rend les transports gratuits, il faut plus de lignes, de matériels... Il ne s'agit pas de rendre uniquement les transports gratuits !
13. Sachez qu'un transport en commun nécessitera toujours un investissement très lourd. On peut rendre le service gratuit sans augmenter le budget et les impôts des ménages, sur les lignes existantes. C'est possible, sans que cela aggrave la fiscalité des ménages.
14. Sur cette problématique, il ne faut pas perdre de vue les aspects environnementaux et la pollution générée par chacun de nos véhicules particuliers. On a tous un effort à faire pour aller de plus en plus vers les services publics.

Il faut développer les services publics pour les rendre de plus en plus attractifs. Là les gens seront enclins à les utiliser.

15. Concernant la taxe audiovisuelle, c'est aberrant que l'on continue à la payer. Sachant que moi, personnellement, je ne regarde pas les chaînes du service public. Et je ne pense pas être la seule. On paye déjà tous les mois un abonnement internet, ne serait-ce que pour faire nos démarches administratives. Je propose, au lieu de nous demander toujours de payer, que soit les grands opérateurs qui payent à notre place, qui participent et qui financent cette taxe à notre place. D'ailleurs la plupart de ces entreprises ne sont pas fiscalisées en France.
16. Tous les services publics ne sont plus accessibles partout sur les territoires. Depuis quelque temps, on ne peut plus avoir de carte grise... faire un passeport nécessite un rendez-vous... Au niveau de La Poste, nous avons des problèmes ici. Tout ça c'est usant. Autre chose, par rapport à l'organisation du débat, je suis très intéressée par le RIC. J'aimerais que cette assemblée représentative nous représente vraiment. Nous voudrions que nos élus partent de la base et nous représentent réellement. Nous, les gilets jaunes, nous demandons la proportionnalité totale. Nous avons des solutions. Nous travaillons depuis de nombreuses années sur ces sujets. Concernant le questionnaire du grand débat, je n'appelle pas ça un débat. Il n'y a que des questions fermées oui, non. Je vais donc faire comme certains, je pars.
17. J'ai entendu plusieurs choses sur les transports en commun, l'environnement. Ce qui m'amène à la transparence. Je m'interroge sur la finalité des enquêtes publiques et la prise en compte des conclusions par les décideurs. Je pense par exemple au projet de forage en Guyane par l'entreprise Total. Il y a bien eu une enquête publique de 39 jours dont les conclusions ont montré que 100% des gens qui sont exprimés sont contre. Or, l'avis qui a été donné est favorable... Est-ce que c'est ça la démocratie participative ? Le Gouvernement est également entrain de sacrifier les populations qui vivent sur le territoire où est prévu le projet de la « montagne d'or » en Guyane. Nous sommes aujourd'hui dans un semblant de démocratie. D'un autre côté on parle de 100 milliards d'euros de fraude fiscale, mais on ne veut pas les citer, alors on prend les termes d'optimisation fiscale... Nous sommes dans une société qui gaspille 29 kg de denrées alimentaires par an, on défèque dans de l'eau assainie... Pensez-vous sincèrement que cette situation soit potable aujourd'hui ?
18. Je voulais intervenir pour les transports. Parce que c'est bien gentil de dire qu'il ne faut pas prendre sa voiture, qu'il faut prendre les trains... Mais enfin, quand on habite loin, que les trains ne sont jamais à l'heure... Ma fille qui habite à Salles a été obligée d'arrêter son travail parce que le train passait, il ne passait pas, il était en retard... En voiture, l'essence est devenue trop chère. Ça lui coûtait 250 euros par mois. Alors en habitant à 60 km de son lieu de travail elle a dû l'arrêter. Ce serait bien que la SNCF fasse son travail. C'est inadmissible. Je voudrais également parler des retraites parce que je suis concernée. Je suis de 1957, j'ai travaillé toute ma vie. Je vais toucher une pension de 930€, ma complémentaire comprise, et dont 30€ seront ratiboisés pendant 3 ans à cause d'une nouvelle loi. Je trouve inadmissible d'avoir travaillé toute sa vie pour gagner une telle somme alors que quelqu'un qui n'a jamais travaillé touchera 873€ ! C'est une honte.
19. Je voudrais revenir sur les impôts qui servent normalement à payer nos élus entre autres. Je ne comprends pas qu'une caméra portée par les forces de l'ordre pour nous filmer coûte 1 000€ alors qu'une GoPro coûte 300€... Il faudrait revoir certaines choses... Tout ce qui est transport, vous n'avez pas de soucis, nous on l'a. Pensez plutôt à nous plutôt qu'à vos profits !
20. Moi je ne suis pas favorable au référendum. On a élu un Président, il est ce qu'il est. On a élu des députés, ils sont ce qu'ils sont. L'avantage, c'est que ces députés ne sont pas des professionnels de la politique. Ils ont des idées. J'espère qu'ils ont l'esprit ouvert. Moi je ne suis pas favorable au référendum parce que tout ça a un coût. On peut être entendu sans ça. Autre chose. Il y a eu le changement des régions : c'est une catastrophe extrêmement couteuse. Il y a encore plus de conseillers régionaux. Ça veut dire que ça a un coût. En plus ça veut dire que les conseillers régionaux vont à droite et à gauche sur ces grands territoires. Cela a un coût aussi. Je propose d'inclure les Départements dans les Régions. Vous savez, par exemple dans les Landes, l'APA prend en charge les couches, mais pas en Gironde. Je pense que dans les Régions, il aurait fallu uniformiser tout ça. Il faudrait aussi supprimer le Sénat. Il faut néanmoins qu'il y ait un contre-pouvoir à l'Assemblée nationale. Je

pense au CESE qui représente beaucoup plus la population française. Il y a des syndicats, des associations... Je regrette que le Président de la République n'ait pas tenu son engagement d'aller au Congrès des Maires en 2018. Il a manqué à son devoir. C'est une faute grave. C'était simple d'aller vers les maires qui sont à l'écoute et proches des citoyens normalement. Vous vous rendez compte le coût de ce grand débat ?!

GRAND TEMOIN | Je ne suis personnellement pas très favorable au RIC. Ça peut être biaisé selon le climat, alors qu'il existe d'autres solutions de participation citoyenne sur l'esprit des jurys d'assise. Sur les Régions, effectivement c'est un peu comme les EPCI, c'est toujours les problèmes du mille-feuille territorial. Cela fait des années qu'on essaye d'arranger ça, mais c'est très compliqué. Au départ oui ça coûte plus cher, mais ça permet néanmoins de faire des économies au bout d'un certain temps. Ce sont des questions compliquées parfois contradictoires.

21. Puisque l'on parle des coûts, je voudrais que l'on parle du coût de la gare de Biganos. Elle a été refaite, mais il y a toujours des problèmes pour se garer, il manque un accès pour les personnes handicapées et les poussettes ! Alors je pense que l'argent qui a été mis dans la gare, un effort aurait pu être fait. On ne peut pas prendre le train dans ces conditions...
22. Est-ce que vous pensez que les services publics sont trop chers ? C'est la seule question que j'ai envie de vous poser. C'est bien ça la question qui est posée là ? A-t-on besoin de nos infirmières, de nos instituteurs, de nos aides-soignantes, de nos juges, des gens qui font traverser la rue à nos enfants, de nos chauffeurs de bus, de nos chauffeurs de train. Donc non, ça ne coûte pas trop cher à partir du moment où on ne peut pas vivre sans. On a besoin de nos services publics et de tous nos fonctionnaires. On ne peut pas vivre sans. Ce sont eux qui font fonctionner la France. On est de tout cœur avec eux. L'argent doit être trouvé ailleurs pour les conserver et pour même les améliorer chaque jour un peu plus.
23. Je suis aide-soignante, fonctionnaire en EHPAD depuis 30 ans. Le service public, pour moi, ça a été une grande chance. Je ne fais pas mon travail pour l'argent car si le service public était riche ça se saurait... Contrairement à de grands groupes privés qui gèrent des EHPAD où les gens âgés payent plus de 3 000€ et doivent acheter en plus leurs couches... Dans le service public les patients payent 1 900€, les couches sont comprises, et on vous soigne aussi bien. Je fais mon métier avec du cœur. C'est le système de la santé qui est pourri aujourd'hui. Nous sommes HS, épuisés... Je suis aujourd'hui en invalidité et je touche 710€ par mois. C'est une honte. Même à plein temps je gagnais 1 500€... Comment me loger avec cette somme alors que les agences vous demandent 3 fois le montant du loyer ? Je reviens sur le service public de la MDPH. Ça fait un an et demi que j'attends pour mon dossier, concernant ma chimiothérapie... Je trouve que les services publics sont lamentables et très lents. La carte grise dématérialisée (ANTS), il y en a marre. Je veux avoir des gens en face pour parler ! Il y a tellement de choses à dire...
24. Effectivement je pense que la démocratie c'est au quotidien. A mon avis, le référendum est un piège. Je voudrais maintenant revenir sur le sujet des services publics. En France, les services publics se sont dégradés d'une façon extraordinaire depuis plusieurs dizaines d'années. Pourquoi l'école française qui était un exemple dans le monde est à ce point dégradée ? Les urgences des hôpitaux sont une catastrophe. Ce n'est même pas la peine d'en parler. Ne parlons pas non plus de l'état des prisons... Quelle analyse faites-vous Madame la Députée de cette dégradation ?
25. Pour nous – protection civile – le problème que l'on a, c'est le coût de l'essence qui est trop chère. Alors que le kérosène n'est pas taxé... On pense aux avions, aux navires qui ne payent pas leur carburant.
26. Les services publics sont en retard... tout est en retard. C'est inadmissible. Je travaille chez McDonald pour un salaire de 800€ par mois. Je ne peux pas finir mes fins de mois...
27. Parmi nous, parmi ce mouvement des gilets jaunes, oui il y a des casseurs... Mais comment se fait-il que les CRS et les forces de l'ordre n'interviennent pas lorsqu'elles identifient des casseurs qui se préparent à commettre des violences ?! Pourquoi les forces de l'ordre n'arrêtent pas les casseurs... au lieu de faire un loi « anticasseur »

pour arrêter toutes les personnes qui veulent manifester alors que c'est notre droit ? Demandez plutôt aux CRS de faire leur travail. Il existe déjà des lois pour arrêter les casseurs. Les gilets jaunes sont un mouvement pacifiste au départ. Les commerçants aussi ont peur des forces de l'ordre, des flashball, des policiers...

28. Ma maman se trouve dans un EHPAD à Arès qui lui coûte la somme de 2 200€ chaque mois. Elle ne paye pas les couches. Il ne faut pas raconter n'importe quoi. Par contre, sur sa facture, tous les mois, elle a 500€ d'aides du Conseil départemental. Merci la France ! J'ai été enseignante toute ma vie. Est-ce que l'école primaire vous coûte quelque chose ? et l'école maternelle de vos enfants ? Rien ! Mon mari, lui, a subi une opération. Il est resté deux mois à l'hôpital. J'ai sorti la carte vitale, je n'ai pas sorti la carte bleue. Alors que l'on ait besoin de certaines choses, qu'il y ait des gens malheureux, je veux bien l'entendre. Mais que l'on dise que la France n'est pas une démocratie, ça je ne le supporte pas. Il y a eu des élections... vous aviez le choix de voter.
29. Je pense qu'il faudrait centraliser toutes les prestations sociales en une seule et même plateforme, par exemple sur internet ou même en mairie. Une seule démarche devrait suffire. Ça faciliterait les choses.
30. Je voudrais surtout parler de la fracture numérique. Certes le Département fait un effort dans ce domaine, mais je crains qu'il reste encore des zones blanches malgré tous les efforts qui seront faits. On doit encore se battre aujourd'hui pour que toutes les communes desservent des parties de quartiers. D'autant plus que les services de l'État nous demandent de plus en plus de dématérialiser nos démarches. C'est un enjeu majeur pour l'État au niveau national, afin que tout le monde soit doté des moyens numériques actuels, notamment pour travailler depuis chez lui ou d'ailleurs dans les meilleures conditions.
31. Je ne suis ni favorable, ni défavorable au RIC. On a déjà aujourd'hui les moyens de s'exprimer par référendum, mais ce n'est pas proposé. Moi, je demande qu'en amont de toutes les décisions et les Traités internationaux, nous soyons consultés. La France n'appartient pas à notre Président, ni à nos élus, mais aux Français. On nous dépouille de notre légitimité à être Français. Aujourd'hui, en France, nous avons des services publics, mais nous ce que voulons ce sont des services *aux* publics. Quand on voit que des milliards sont dépensés pour financer nos députés et nos sénateurs... l'argent devrait être réparti ailleurs. C'est une honte de voir tous ces gaspillages. Pour sortir du marasme dans lequel nous nous trouvons, la solution c'est l'emploi ! Un exemple. Si nous sommes plus nombreux à cotiser, on pourra baisser certaines cotisations car nous serons plus nombreux à les verser ! C'est de l'augmentation de pouvoir d'achat. Car augmenter les salaires, c'est tuer nos PME, nos PMI... Il faut créer du reste à vivre ! Enfin, sur les mutuelles, je demande qu'elles soient adossées à la CPAM. Elles nous coûteront beaucoup moins chères. C'est aussi de l'augmentation du pouvoir d'achat.
32. Le budget de la sécurité sociale est amputé de 20 milliards d'euros à partir de 2019 et pour les 5 ans à venir. On parle d'allègements de charges. Or, ce ne sont pas des allègement de charges, mais des cotisations. Les mots ont un sens. Une cotisation, c'est la part que chacun apporte à l'édifice. Ces 20 milliards, c'est de l'argent qui va manquer. L'argent de la sécurité sociale attise les convoitises de beaucoup de gens. Ça représente 500 milliards d'euros. On a donc tout intérêt à montrer que ça ne fonctionne pas de façon à pouvoir privatiser... C'est déjà ce qui se passe avec la SNCF. On s'arrange pour que ça ne marche pas, afin d'engager une privatisation. Le budget de la sécurité sociale a été votée le 3 décembre en lecture finale à l'Assemblée nationale. Sur 577 députés, il y avait seulement 82 députés pour voter ! Où étaient les autres ? Dont Madame Panonacle. Où était-elle ?
33. Une des promesses de Monsieur Macron était le non cumul des fonctions, or je vois que certains maires cumulent des fonctions... Je voudrais que Monsieur Macron limite à deux mandats ou deux fonctions. Je voudrais également remercier Monsieur le Préfet qui limite les constructions. On n'en peut plus.
34. J'ai deux points de vue. Sur le référendum, on a vu ce que ça donné pour le Traité de Lisbonne. Il faudrait que le référendum soit localisé, régionalisé, sectorisé. Ça marche en Suisse. Pourquoi ça ne marcherait pas en France ? Est-ce qu'on peut imaginer par exemple un RIP à Audenge pour le kiosque à musique ? Sur le Sénat, moi je ne suis pas tout à fait d'accord pour le supprimer. Par contre, je sais qu'aux États-Unis il y a 328 millions d'habitants, 50 états et 100 sénateurs... En France, on est 67 millions, il y a 101 départements et on a 348 sénateurs... Je propose qu'on mette 1 homme et 1 femme sénateur par département, cela suffirait largement.

35. Je voudrais revenir sur les retraites. Madame qui a travaillé toute sa vie et a cotisé à la sécurité sociale toute sa vie... si dans 15 ans, 20 ans, 30 ans elle a besoin d'aller en maison de retraite... ça fille est infirmière... on peut imaginer qu'elle vit correctement. C'est ce qui m'arrive aujourd'hui. Je suis condamnée à payer 500€ par mois pour mon père. J'étais tutrice de mon père. Les associations de curatelle signent des conventions avec les maisons de retraite pour décharger les familles. Est-ce qu'il est prévu de modifier le fonctionnement ?
36. Je suis étonnée d'une chose. On discute en ce moment même du retour des djihadistes français... A côté de ça, on a arrêté 1 200 gilets jaunes, qui sont passés en comparution immédiate. Comment peut-on accepter de faire fichier des « Monsieur » tout le monde, des gens de mon âge ? Je trouve ça scandaleux... Comment réagissez-vous ? Comment peut-on faire des courbettes à Monsieur Benalla alors que nous, on en prend plein la figure tous les samedis... ?!
37. Je voudrais rebondir sur l'école et vous alerter sur les mécanismes de pilotage des services publics et le pilotage de l'éducation nationale, qui est peut-être une des causes des résultats dont on parlait (20% des élèves qui ne savent pas lire en 6^{ème}). On parle du terrain et on parle aussi des cadres. Je ne suis pas du tout certain que ce qui arrive en haut corresponde à la réalité du bas parce que la structure même du pilotage incite à plaire au niveau supérieur en correspondant à des résultats attendus... Comment sortir de ce mécanisme extrêmement vicieux, si ce n'est en installant un mécanisme d'évaluation autre que par les cadres eux-mêmes qui sont juge et partie.
38. Je voudrais évoquer les manifestations des samedis. Nous nous sommes déjà rencontrés deux fois à la permanence de Madame la Députée à Arcachon. La première fois, je pense qu'elle devait être un petit peu méfiant car elle nous a reçu avec des policiers en civil. Finalement, voyant que nous n'étions pas une menace et que tout s'était bien passé, la deuxième fois nous avons été reçus simplement, sans forces de police. Je pense donc que vous me connaissez maintenant. Je ne suis pas un casseur. Mais je vais à Bordeaux quasiment tous les samedis. Effectivement il y a des casseurs et nous essayons de les gérer lorsque les forces de l'ordre n'interviennent pas. Et parfois c'est nous qui sommes pris à partie par les forces de l'ordre. J'ai donc une question pour vous Madame Panonacle : sachant que vous avez voté pour la loi « anticasseur » par procuration, pensez-vous vraiment que nous sommes des casseurs ? Sachant que vous me connaissez... que nous ne sommes pas des casseurs. Parce que cette loi, elle est contre nous !
39. Je suis un électron libre ici. Je suis Présidente d'une association. Je représente des agents de l'État qui ne sont pas fonctionnaires, qui ne sont pas des agents publics puisque ce sont des personnels qui représentent l'État, qui travaillent au service de la communauté française à l'étranger (ambassades, instituts français, alliances françaises...). Ce sont des compatriotes français recrutés localement. Pour la plupart, selon le pays bien sûr, ils payent leurs impôts en France. Certains, lorsqu'ils rentrent en France n'ont aucun droit au chômage. Je voudrais vous alerter pour vous dire que certains Français de l'étranger n'ont aucun droit lorsqu'ils rentrent chez eux. Et je compte sur Madame Panonacle pour nous soutenir.
40. Ce qui serait important, ce serait que les élus fassent un effort de communication sur les lois. On a parfois du mal à les comprendre... Il faudrait aussi communiquer sur les coûts. Environ 70% du budget, c'est d'abord les retraites – le premier poste –, puis la sécurité sociale, et enfin la fonction publique... Nos impôts ne sont pas toujours si mal employés. Il faudrait donc communiquer pour que les gens sachent à quoi servent leurs impôts. Sur la démocratie, la France ce n'est peut-être pas un pays merveilleux, mais ce n'est pas un si mauvais pays ! Sur les élus enfin, je suis pour qu'on réduise leur nombre d'élus, mais qu'on augmente leurs moyens pour qu'ils fassent mieux leur travail.
41. Il faut effectivement réduire le nombre de parlementaires. Le rôle du Sénat est un peu désuet puisque c'est l'Assemblée nationale qui décide *in fine*. Il faudrait revoir son rôle, voire le supprimer. Ensuite, il faudrait réduire drastiquement les commissions, conseils et autres assemblées consultatives non techniques, comme le CESE par exemple. Il ne sert à rien puisqu'il s'autosaisit pour faire des rapports qui ne servent pas. Il y a d'ailleurs à l'intérieur de ces structures beaucoup d'anciens ministères ou d'anciens élus. Il faudrait aussi que les députés et

les sénateurs justifient toutes leurs dépenses comme c'est le cas des fonctionnaires. Enfin, il faudrait fiscaliser les aides publiques pour plus de justice...

42. Sur le service public au quotidien, je suis très étonnée. Sur le Bassin, ça doit très bien marcher parce que l'on n'a rien entendu sur le sujet. Je voudrais revenir sur les écoles. Il a été fait des choses pour l'école primaire. Aujourd'hui ce serait bien de penser aussi aux collèges et aux lycées.
43. Concernant l'organisation du service universel – qui remplacera la JDC – nous proposons plusieurs activités :
- formation aux premiers secours
 - apprendre à trier ses déchets, faire des excursions
 - mieux expliquer ce à quoi ont droit les gens (aides) et comment y accéder
44. Concernant les services publics, la seule chose qui manque aujourd'hui c'est de l'argent... Or, cet argent on sait où le trouver avec les 100 milliards d'€ d'évasion fiscale. Mais comment se fait-il que nous n'arrivions pas à récupérer 1€ d'évasion fiscale par an ? C'est quelque chose que je ne comprends pas. Le projet de loi de finances 2019 a montré que le FISC n'avait pratiquement aucun moyen pour s'attaquer à ce sujet... Au sujet des fonctionnaires par ailleurs, je voudrais mentionner le gel du point d'indice. Car les agents publics perdent également du pouvoir d'achat !
45. Moi je voudrais ramener le sujet sur ce qui a été la motivation principale et initiale, c'est-à-dire le pouvoir d'achat. On en parle à peine. L'État et les Gouvernements passés ont une grande part de responsabilité quant à la situation actuelle. Je voudrais dire à Madame Panonacle et aux dirigeants qu'ils seraient bien avisés de s'inspirer de deux rapports. Le premier, c'est celui de l'UFC Que Choisir et le second de la Fondation Abbé Pierre. Il faut aussi entendre les gens après les campagnes électorales. Le pouvoir vertical ça n'a jamais marché... Tout le monde paye des impôts. Le SDF, lorsqu'il achète un sandwich, il paye la TVA. Pareil pour les taxes carbones. Vous n'avez pas tenu compte de la justice fiscale et de la justice sociale !
46. Le débat a mal été engagé. Il aurait fallu commencer en dressant un bilan de la France. Le bilan de la France il est très simple. La machine infernale s'est mise en marche sous Pompidou dès lors que la France a signé les accords de Maastricht et a arrêté d'emprunter auprès de la banque centrale pour privilégier le système bancaire privé. A partir de là, la machine infernale de l'endettement s'est mise en marche et aujourd'hui nous accumulons 2 300 milliards d'euros de dette... à payer à ceux qui ne font rien dans les îles et qui doivent bien rigoler. On ne se plaint pas. C'est une révolte qui est en marche. Et je suis venu vous dire tranquillement que si Monsieur Macron ne quitte pas le pouvoir, et bien on ira peut-être le faire sortir de force.

SOPHIE PANONACLE | On peut tout entendre et la parole est libre dans cette salle. Dire qu'on emploie la force, quel que soit le domaine, moi je ne suis pas d'accord Monsieur. Nous sommes en démocratie. Il y a des élections. On peut tout changer, tout modifier. Tout est entendable. Tout est à perfectionner en France. Mais nous ne pouvons pas entendre ce genre de propos.

47. Je crois que la violence, c'est de travailler 42 ans et de se retrouver avec 800€ de retraite. C'est de gagner 1000€ par mois et de payer un plein d'essence 120€. C'est de la violence au quotidien, même si elle n'est pas physique. Moi je pense qu'on peut se rendre compte aujourd'hui du malaise profond qui divise la France. Les gens qui nous gouvernent depuis 40 ans sont grandement responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Les 2 300 milliards d'€ de dette qu'on se trimballe, c'est juste pour faire vivre quelques nantis qui se partagent les richesses. Les parlementaires seraient inspirés de tenir compte de ce qui se dit actuellement dans ce débat.
48. Je suis un ancien fonctionnaire de catégorie A et aujourd'hui retraité. Je fais partie des gens qui sont actuellement saignés à blanc. J'ai un bulletin de salaire. Je paye 35% d'imposition directe depuis 2 ans. Je dis ça suffit maintenant. Je voudrais que le Gouvernement nous donne des comptes ! J'appellerai tous mes collègues retraités à ne plus payer leurs impôts locaux.

49. Je suis assez catastrophé. On est dans un monde d'injustice. Tous les gens qui s'expriment ont un grand sentiment d'injustice. Je pense que ce sentiment vient principalement du fait qu'il y a une mauvaise répartition des richesses. Notre démocratie est en danger à cause de la Vème République agonisante. Elle risque d'emporter avec elle notre liberté. Nos institutions sont technocratiques et verrouillées. Elles ont complètement oublié le citoyen. Je pense qu'il faudrait mettre en place une assemblée constituante qui, au terme du grand débat, puisse élaborer une VIème République avec un nouveau contrat social. Il faut tout remettre à plat !
50. Je suis assez choquée d'entendre les retraités dont je fais partie se plaindre. On devrait avoir honte, devant tous ces jeunes, nous retraités de se plaindre de payer trop d'impôts. C'est nous qui avons profité... C'est nous qui avons voté pour ces dirigeants... On ne peut pas pénaliser cette génération. Nous, retraités, nous n'avons vraiment pas à se plaindre en France.
51. Je voudrais simplement féliciter les gilets jaunes qui ont permis de mettre sur la table des questions importantes. Ça fait 40 ans qu'on se fout de notre figure. On nous vend du vent. Par exemple, la réforme à la va vite des régions où on a fait n'importe quoi et sans obligation de résultats... rien... On a augmenté le nombre d'employés dans les collectivités territoriales sans vérifier si ça coûte moins d'argent. Autre exemple, la suppression de l'ISF. Monsieur Macron s'est empressé de faire cela en priant que les capitaux reviennent dans l'économie. Mais ce sont des prières ! Mais à quel Dieu croit-il ? Il avait un moyen de le faire en accordant simplement des réductions d'impôts – ISF – pour ceux qui effectivement réinjectent dans les entreprises. Il faut baisser les dépenses publiques. C'est comme ça qu'on pourra retrouver des marges de manœuvre sur nos impôts. On fait gaspillage sur gaspillage. Il n'y a aucun contrôle et aucune obligation de résultats...

GRAND TEMOIN | Sur les collectivités locales. Il est faux de dire que les emplois augmentent sans aucun contrôle. Le Gouvernement Macron a mis en place une sorte de pacte avec les grandes collectivités pour qu'elles n'augmentent pas leur masse salariale de plus d'1,2%. De nombreuses collectivités ont signé ce contrat avec l'État. C'est le cas de Bordeaux Métropole. D'un autre côté, les citoyens veulent plus de services publics. Ça coûte de l'argent. Et il faut des fonctionnaires pour les mettre en œuvre. Sur les Régions, il y avait aussi une question d'attractivité économique. Les Régions sont en compétition avec d'autres au niveau international. L'objectif était de les rendre plus fortes.

52. Je ne suis ni pour, ni contre, mais je demande pourquoi dans d'autres pays, les services publics fonctionnent mieux avec moins de taxes ?
53. Le Gouvernement se moque éperdument des rapports de la Cour des Comptes publiés chaque année. Les dirigeants font ce qu'ils veulent de toute façon.
54. On parle de la réduction du nombre de députés, certes il n'y a pas de gains substantiels à attendre, mais c'est nécessaire. On veut des députés qui nous représentent, pas des députés godillots.
55. Il faut le savoir, les seules personnes qui agressent aujourd'hui les manifestants à Bordeaux, ce sont les BAC. Ils ne sont pas formés pour intervenir...
56. Sur la dépense publique, moi je demande quelle société veut-on ? Il y a une logique libérale qui consiste à dire : les services publics sont quelque chose de négatif car inefficace et coûteux. Dans cette logique là il faut externaliser les missions exercées par les administrations au privé. C'est une logique que je respecte, mais ce n'est pas la mienne. Elle n'a jamais marché nulle part. La seconde logique c'est celle du service public par des gens qui exercent des missions de service public, généralement fonctionnaire. C'est cette logique que je défends. Le libéralisme, je le combats de toutes mes forces depuis 40 ans. Il faut laisser aux gens qui ont la responsabilité des services publics de le faire dans les meilleures conditions en leur donnant les moyens nécessaires.
57. Nous nous sommes engagés pour une politique ultralibéraliste en votant pour ce Président et choisissant cette majorité. Maintenant, moi je pose la question : demain je dis quoi à mes deux enfants quand ils me demanderont

où le Président a investi ces milliards d'euros qu'il aurait pu mettre dans l'écologie ? Et si on changeait d'échelle et qu'on parlait de bien vivre ensemble et d'avenir ?

58. Certes il y a un bulletin de vote. Mais si le mouvement des gilets jaunes existe aujourd'hui on le doit aussi à un déni de démocratie suite au vote, en 2005, contre le TCE qui s'est transformé en Traité de Lisbonne. On ne peut pas comprendre le mouvement des gilets jaunes si on n'a pas en mémoire la longue durée, l'histoire de notre pays. Je rappelle que Monsieur Macron a obtenu 18% des inscrits au premier tour. Il a été élu parce que les gens ont voté contre Marine Le Pen. Je n'ai jamais vu une violence d'État aussi forte qu'aujourd'hui. Je suis un vieux syndicaliste. Il y a un processus en cours de fascisation. On entend les gens mais on ne les écoute pas. On ne peut pas choisir la finance ou le peuple. Macron a choisi de servir la finance...

A 20h15, le modérateur propose de clôturer la réunion citoyenne. Il donne la parole à Sophie Panonacle qui remercie les personnes présentes pour leur participation et rappelle qu'une seconde réunion aura lieu le lendemain à 18h00 à la salle des Fêtes de Gujan-Mestras sur les thèmes de la fiscalité/dépenses publiques et de la transition écologique.

**